

LES SEMAINES SOCIALES DU CANADA ET L'ÉLITE CANADIENNE-FRANÇAISE (1920-1958) : UNE EXPLORATION STATISTIQUE¹

OLIVIER LEMIEUX

Candidat au doctorat, Université Laval

Résumé

Cet article propose une analyse exploratoire d'une des principales œuvres du jésuite Joseph-Papin Archambault, soit les Semaines sociales du Canada (SSC). Fondée en 1920, cette « université ambulante » réunit annuellement dans différentes villes les élites canadiennes-françaises dans un triple objectif de diffusion, de réunion et d'action. Mentionnées çà et là dans l'historiographie, notamment pour ce qui est du catholicisme social, les SSC n'ont toujours pas fait à ce jour l'objet d'une analyse approfondie. Dans cet article, nous nous penchons sur le profil des conférenciers participant à l'entreprise entre 1920 et 1958. Si Archambault consacre cette œuvre à la formation de l'élite, il ne précise jamais la nature de cette élite. Nous tâchons donc de mieux cerner sa composition à l'aide de quatre grandes classifications, soit le genre, le caractère religieux ou laïc, l'appartenance géographique et le profil professionnel. Cela nous permet, en conclusion, d'obtenir un portrait détaillé des conférenciers prenant une part active aux SSC sous la présidence d'Archambault et de comparer ce portrait avec d'autres conceptions de l'élite comme celle de Groulx ou Minville.

Abstract

This article offers an exploratory analysis of one of most important works of the Jesuit Joseph-Papin Archambault, titled les Semaines sociales du Canada (SSC). Founded in 1920, this “travelling university” congregated annually in different cities, where French-Canadian elites would come together to broadcast, discuss and act upon various decisions. Although they sporadically appear in the historiography, mostly when regarding social Catholicism, the SSC have yet to be the focus of in-depth research. This paper examines the profile of the enterprise's members between 1920 and 1958. Despite the fact that Archambault dedicated his work to the establishment of the elite, he never specified the nature of this newly created group. Therefore, using four large classifications (gender, religious or lay nature, geography, and professional profile), we have attempted to better understand its membership. All in all, this has allowed us to brush a detailed portrait of the participants that took part in the SSC's activities under Archambault's presidency. Additionally, our analysis rendered possible a comparison between

¹ Nous tenons à remercier le professeur Harold Bérubé pour nous avoir accompagné dans les réflexions ayant conduit à cet article.

this portrait and other conceptions of the elite, such as those under Lionel Groulx and Esdras Minville's leaderships.

Si la sociologie et l'histoire de l'éducation québécoise ont produit, au cours des dernières années, un certain nombre de synthèses et de monographies historiques, peu d'entre elles abordent l'éducation supérieure et elles ignorent presque entièrement les Semaines sociales du Canada (SSC)². Fondée en 1920, cette « université ambulante » ayant pour devise *La science pour l'action* réunit annuellement — et à des endroits différents — les élites canadiennes-françaises dans un triple objectif de diffusion, de réunion et d'action. En effet, comme le présente son créateur au cours de sa première déclaration d'ouverture, le jésuite Joseph-Papin Archambault, les SSC sont :

En premier lieu, une œuvre de doctrine. Elles donnent un enseignement « à base d'Évangile et de catholicisme », comme disait Mgr Gibier. Elles fixent un programme social appuyé sur la doctrine de l'Église et tenant compte des conditions économiques du pays.

Elles créent ensuite des liens précieux entre les auditeurs. Ceux-ci se rencontrent entre les cours, causent de leurs préoccupations communes, se renseignent, et s'apprécient mutuellement. Ainsi à la cohésion des esprits dans une doctrine commune s'ajoute la cohésion des cœurs dans des sentiments fraternels, et se prépare cette union dans la race, tant désirée par tous ceux de ses fils qui lui sont vraiment attachés.

Elles orientent enfin vers l'action. La tâche des auditeurs n'est pas finie quand se terminent les cours. [...] Il faut faire passer les principes de la théorie à la pratique.³

² Nommons entre autres Jean-Pierre Charland, *Histoire de l'éducation au Québec : De l'ombre du clocher à l'économie du savoir*, Montréal, ERPI, 2004 ; Andrée Dufour, *Histoire de l'éducation au Québec*, Montréal, Boréal, 1997.

³ Dans les notes suivantes, le sigle « DO » désignera « Déclaration d'ouverture ». Ces déclarations ont toutes pour auteur Archambault et elles ont toutes été publiées à Montréal par l'École sociale populaire. Joseph-Papin Archambault, « DO », dans *Semaines sociales du Canada*, Montréal, École sociale populaire, 1920, p. 14-16.

En résumé, le but est de transmettre les principes de la doctrine sociale de l'Église⁴ aux semainiers, afin de provoquer, par la suite, une réforme des mœurs, des institutions et des lois⁵.

Malgré le rayonnement que connaît cette œuvre durant l'entre-deux-guerres, lorsque nous regardons attentivement l'historiographie de l'éducation, nous constatons qu'elle porte surtout sur les institutions fixes, comme les universités ou les musées, et qu'elle néglige encore trop les institutions ambulantes comme les expositions universelles, les congrès ou les semaines sociales⁶. C'est d'ailleurs ce que soulignait Anne Rasmussen lorsqu'elle expliquait, en 1990, que les congrès avaient reçu peu d'attention de la part des chercheurs⁷. En cela, le Québec ne fait pas exception⁸. D'après nos recherches, aucun ouvrage ou article ne s'est consacré spécifiquement aux SSC. Cependant, elles ont été le sujet principal d'un mémoire, celui de Marie Agnès de Rome Gaudreau (1946), religieuse de la Présentation⁹. À ce mémoire, nous devons ajouter d'autres études qui abordent en périphérie les SSC. Certaines d'entre elles se réfèrent en général aux SSC pour refléter l'opinion de l'élite ou la doctrine sociale de l'Église. Par exemple, Vincent Duhaima a consacré un article, et Isabelle Rodrigue un essai en éducation, au traitement de la

⁴ La doctrine sociale de l'Église se définit dans deux encycliques papales : le *Rerum Novarum* (1891) de Léon XIII et le *Quadragesimo Anno* (1931) de Pie XI. L'Église manifeste alors sa préoccupation relative au sort de la classe ouvrière et à la montée des États totalitaires. Les deux documents prêchent un humanisme chrétien et font la promotion des valeurs communautaires et familiales ; Jean Hamelin et Nicole Gagnon, *Histoire du catholicisme québécois : Le XXe siècle, t. 1 (1898-1940)*, Montréal, Boréal express, 1984.

⁵ Jean-Claude Saint-Amant, « La propagande de l'École sociale populaire en faveur du syndicalisme catholique 1911-1949 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 32, n° 2 (1978), p. 203-228.

⁶ Soraya Boudia, Anne Rasmussen et Sébastien Soubiran (dir.), *Patrimoine et communautés savantes*, Rennes, PUR, 2009, p. 11-21 ; Jean Davallon, « Postface », dans Boudia, Rasmussen et Soubiran, *Op. cit.*, p. 271-284.

⁷ Anne Rasmussen, « Jalons pour une histoire des congrès internationaux au XIXe siècle : Régulation scientifique et propagande intellectuelle », *Relations internationales*, n°62 (1990), p. 115-133.

⁸ L'histoire des congrès canadiens-français reste largement à faire. En effet, mis à part Yves Gingras qui a consacré un ouvrage complet à l'ACFAS, nous n'avons pas repéré d'étude s'étant prêtée au même exercice. Yves Gingras, *Pour l'avancement des sciences : Histoire de l'ACFAS 1923-1993*, Montréal, Boréal, 1994.

⁹ Marie Agnès de Rome Gaudreau, *The Social Thought of French Canada as Reflected in the Semaine sociale*, Mémoire de maîtrise, Université catholique de Washington, 1946 ; Les résultats de ce mémoire ont été publiés en partie dans une brochure de l'École sociale populaire (ÉSP). *Idem*, « La pensée sociale du Canada français telle que reflétée dans les Semaines sociales », *École sociale populaire*, n°391 (1946), p. 1-30.

famille par les SSC et l'ÉSP¹⁰. Il en va de même de Guy Bélanger, mais surtout, de Jacques Rouillard à propos du travail et du syndicalisme¹¹. Par ailleurs, la réorganisation des relations de travail et le corporatisme¹² sont sans aucun doute les questions ayant reçu le plus d'attention de la part des chercheurs, étant donné l'importance que connaît cette doctrine au Canada français durant l'entre-deux-guerres¹³. Enfin, un autre volet de la littérature scientifique, initié par Jean-Philippe Warren et ses travaux sur l'histoire de la sociologie au Québec, prend à témoin l'exemple des SSC pour s'ériger contre l'interprétation voulant que la sociologie québécoise soit née avec son institutionnalisation dans les universités dans les années 1950 et 1960¹⁴.

Si Archambault souligne régulièrement dans ses déclarations d'ouverture que — contrairement à plusieurs autres œuvres qu'il a mis en place — les SSC sont

¹⁰ Vincent Duhaime, « “Les pères ont ici leur devoir” : le discours du mouvement familial québécois et la construction de la paternité dans l'après-guerre, 1945-1960 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 4 (2004), p. 535-566 ; Isabelle Rodrigue, « Limiter les naissances : entre le modèle véhiculé par l'École sociale populaire et la réalité des couples québécois (1920-1940) », *Les Cahiers de recherche du GREMF*, n° 73 (1996).

¹¹ Guy Bélanger, *Le syndicalisme catholique et le corporatisme au Québec, 1931-1950*, Mémoire de maîtrise, Université de Montréal, 1983 ; Jacques Rouillard, *Les syndicats nationaux au Québec de 1900 à 1930*, Québec, PUL, 1979 ; *Idem*, *Histoire du syndicalisme au Québec : Des origines à nos jours*, Montréal, Boréal, 1989 ; *Idem*, *Le syndicalisme québécois : Deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 2004.

¹² Le corporatisme « est une doctrine dont l'origine remonte au XIXe siècle et qui a surgi en réaction contre la concurrence et la lutte des classes dans la société capitaliste. [...] Elle prônait une forme de représentation fonctionnelle dans laquelle chacun ferait partie d'associations professionnelles ou industrielles qui se rattacheraient à l'État du point de vue de la représentation et de l'administration » ; Leo Panitch, « Corporatisme », dans *L'Encyclopédie canadienne*, 2006 [<http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/corporatisme/>] (page consultée le 23 juillet 2017).

¹³ Comme en témoignent les travaux de André-J. Bélanger, *L'Apolitisme des idéologies québécoises : Le grand tournant de 1934-1936*, Québec, PUL, 1974 ; Frédéric Boily, « Critique du totalitarisme dans la revue “l'Ordre nouveau” (1936-1940) », *Bulletin d'histoire politique*, n° 11 (2003), p. 128-141 ; *Idem*, « Une figure du catholicisme social canadien-français de l'entre-deux-guerres : le père Joseph-Papin Archambault, s.j. », *MENS*, vol. 1, n° 2 (2001), p. 141-161 ; Pierre Trépanier, « Quel corporatisme ? », *Les Cahiers des dix*, n° 49 (1994), p. 159-212 ; J. Hamelin et N. Gagnon, *Op. cit.* ; J.-C. Saint-Amant, *Op. cit.* ; G.-Raymond Laliberté, « Dix-huit ans de corporatisme militant. L'École sociale populaire de Montréal, 1933-1950 », *Recherches sociographiques* vol. 21, n° 1-2 (1980), p. 55-96.

¹⁴ Jean-Philippe Warren, « La découverte de la “question sociale” : sociologie et mouvements d'action jeunesse canadiens-français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 55, n°4 (2002), p. 539-572 ; *Idem*, *L'engagement sociologique : La tradition sociologique du Québec francophone (1886-1955)*, Montréal, Boréal, 2003 ; Gilles Routhier, « La rencontre de la théologie et des sciences sociales au Québec », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n°3 (2004), p. 389-405 ; Jean-François Lepage, « L'institutionnalisation de la sociologie au Québec : Entre rupture et continuité », *Cahiers de recherche sociologique*, n°44 (2007), p. 117-130.

toutes orientées vers l'élite, il demeure toujours évasif sur la nature de l'élite à laquelle il s'intéresse. Tout au plus, il mentionne parfois qu'il veut former une élite plus attentive aux besoins des classes pauvres, à la mission que la Providence lui a confiée sur le continent, à la protection de la race et au rayonnement du catholicisme. C'est à combler en partie cet angle mort de la recherche qu'aspire le présent article. Pour ce faire, nous procédons à une étude exploratoire en traçant un profil statistique des conférenciers¹⁵. Développée par John Turkey durant les années 1970, l'approche exploratoire cherche avant tout ce qui se passe dans les chiffres, et ce, sans a priori¹⁶. Cette perspective s'applique particulièrement bien à notre cas, c'est-à-dire l'exploration d'une élite non définie. L'analyse exploratoire n'ayant pas pour ultime but, contrairement à la majorité des analyses quantitatives et qualitatives, d'établir des liens de causalité entre les variables et les résultats, la présentation de ses résultats prend donc régulièrement une forme descriptive visant à tracer un portrait global d'une population ou d'un groupe, par exemple¹⁷. C'est exactement dans cette perspective que se situe notre recherche, car nous tâchons de décrire un groupe représentatif de l'élite auquel Archambault s'intéresse, c'est-à-dire les conférenciers des SSC, en nous penchant sur quatre grandes composantes sociologiques, soit le genre, le statut religieux ou laïc, l'appartenance géographique et le profil professionnel.

Puisque notre objectif est d'observer le profil des conférenciers prenant part aux SSC, nous nous penchons sur les programmes de séances se trouvant dans les premières pages des comptes rendus, lesquelles regroupent la plupart des informations qui nous intéressent, soit le genre, le statut, l'appartenance géographique et le profil professionnel¹⁸. Pour identifier convenablement le profil de ces conférenciers, nous avons créé quatre grandes classifications :

- 1) Une classification fermée identifiant si le conférencier est un homme ou une femme ;
- 2) Une classification fermée identifiant si le conférencier est un religieux ou un laïc ;

¹⁵ Par « conférenciers », nous désignons tous ceux qui participent de façon active aux SSC en animant des discussions ou des événements ou, encore, en donnant des cours et des conférences.

¹⁶ Philippe Waniez, « L'analyse exploratoire des données : une approche interactive nouvelle de l'information statistique », *Statistique impliquée*, Paris, ORSTOM, 1992, p. 191.

¹⁷ Jennifer Trudeau-Malo, *Analyse exploratoire de quatre Centres de la petite enfance au Nunavik*, Mémoire de maîtrise, Université Laval, 2016.

¹⁸ Si nous ne nous sommes pas penché sur les archives de Joseph-Papin Archambault, c'est parce que leur ouverture n'était prévue que pour cette année. Celles-ci seront probablement l'objet de travaux futurs.

- 3) Une classification fermée situant l'appartenance géographique du conférencier (régions administratives du Québec, Ontario, Maritimes, reste du Canada, France, Royaume-Uni, Italie, États-Unis, reste du monde)¹⁹ ;
- 4) Une classification ouverte définissant le profil professionnel du conférencier (universitaire, éducationnel, politique et administration publique, économique et financier, juridique, médiatique et culturel, social et humanitaire, et médical).

Ces classifications correspondent à des mesures objectives classiques d'analyse statistique comme celles que nous retrouvons, par exemple, dans les sondages²⁰. Lorsque des informations étaient manquantes, nous avons effectué des recherches pour pallier ces manques. Ces recherches ont parfois été fructueuses et, d'autres fois, infructueuses. Au total, notre corpus contient 35 programmes regroupant entre vingt et quarante conférenciers chacun, ce qui correspond, au total, à 892 observations. Chaque observation correspond à une conférence, donc, au profil d'un conférencier.

Avant de procéder à l'analyse et à la présentation des résultats, nous proposons d'abord de nous pencher sur l'histoire de Joseph-Papin Archambault, le père des SSC²¹, et sur l'ÉSP, une institution parallèle parrainant les SSC. C'est à l'issue de cette partie que nous présenterons une périodisation de l'ÉSP développée par Archambault et complétée par Richard Arès, car nous récupérons cette périodisation pour analyser l'évolution statistique des SSC. Cela nous conduit par la suite à la présentation des SSC, de leur origine jusqu'au retrait d'Archambault de leur présidence, en 1958. Cette partie nous permettra de mieux

¹⁹ Au sujet de l'appartenance géographique du conférencier, soulignons que nous ne l'avons pas identifié selon son lieu d'origine, mais selon celui où il exerce sa profession au moment de la session. Aussi, bien que nous ayons conscience que les régions administratives n'apparaissent véritablement qu'en 1966, nous les avons choisies, car elles offraient un découpage simple et clair.

²⁰ Nous jugeons qu'il s'agit en effet des plus importantes mesures objectives étant applicables à notre cas, auxquelles nous aurions aimé ajouter l'âge des conférenciers. Nos sources ne nous permettaient toutefois pas d'observer ce phénomène. André Blais et Claire Durand, « Le sondage », dans Benoît Gauthier (dir.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, Québec, PUQ, 2010.

²¹ Ceux qui se sont penchés sur l'histoire du père Archambault ont dû, du même coup, aborder les SSC, puisqu'elles font partie de ses principales œuvres. C'est entre autres le cas de Richard Arès, son héritier spirituel en un certain sens, qui a fait paraître un ouvrage à cheval entre la biographie et l'analyse historique de la vie d'Archambault à travers lequel il traite des SSC en trois courts chapitres. Richard Arès, *Le Père Joseph-Papin Archambault, S.J. (1880-1966). Sa vie, ses œuvres*, Montréal, Bellarmin, 1983 ; Guy Laperrière, « Compte rendu d'Arès, Le Père Joseph-Papin Archambault », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 4 (1984), p. 611-612.

comprendre le modèle emprunté par Archambault en 1920, ainsi que l'évolution de ce modèle au Canada français. Une fois ces bases fixées, nous nous pencherons sur les résultats de l'analyse exploratoire des conférenciers et, en conclusion, nous comparerons la nature de l'élite des SSC avec celle définie par d'autres grands penseurs canadiens-français de l'époque tels que Lionel Groulx ou Esdras Minville.

Le père Joseph-Papin Archambault

Les SSC sont indissociables de celui qui en fut le principal animateur de leur création jusqu'à leur déclin. Né à Montréal en 1880, Joseph-Papin Archambault est fils de médecin et petit-fils de député. Il entre au collège jésuite Sainte-Marie en 1891 avant de devenir novice du Sault-au-Récollet en 1897. Le premier combat auquel il se livre concerne le mauvais sort de la langue française à Montréal. Cela le conduit à fonder la Société du bon parler français en 1902. C'est à la même époque qu'il devient enseignant au collège Sainte-Marie (1904-1909) et modérateur de l'Association catholique de la Jeunesse canadienne, l'ACJC, (1906-1909), et qu'il entreprend des projets de maisons de retraite fermée. Sous la forme de cercles d'études, ces maisons visent à réunir dans un lieu retiré des acteurs, souvent issus du milieu religieux ou ouvrier, pour se livrer durant quelques jours à des exercices spirituels sous la direction d'un prêtre. En 1905, il devient directeur de deux de ces maisons — la villa Saint-Martin (Montréal) et la villa Manrèse (Québec) — avant de lancer, en 1909, le Mouvement des retraites fermées. Cette œuvre porte ses fruits : à titre d'exemple, la villa Manrèse accueille entre 1918 et 1921 plus de 800 ouvriers.

S'inspirant du modèle de l'Action populaire de Reims (APR) et s'inscrivant dans le mouvement de la doctrine sociale de l'Église²², à la suite d'un congrès interdiocésain des ligues du Sacré-Cœur tenu en 1910, l'ÉSP naît sous l'impulsion

²² Sur les origines du catholicisme social, nous pouvons lire avec profit les travaux de Jean-Baptiste Duroselle (1822-1870) portant sur les fondements et les origines du catholicisme social et ceux d'Henri Rollet portant plus précisément sur l'action sociale des catholiques (1871-1901). À ces deux lectures, nous suggérons d'ajouter l'ouvrage de Paul Droulers qui nous permet de mieux situer la naissance de l'Action populaire au tout début du XX^e siècle ; Henri Rollet, *L'action sociale des catholiques en France (1871-1901)*, Paris, Éditions contemporaines, 1947 ; Jean-Baptiste Duroselle, *Les débuts du catholicisme social en France (1822-1870)*, Paris, PUF, 1951 ; Paul Droulers, *Politique sociale et christianisme : Le Père Desbusquois et l'Action populaire. Débuts. Syndicalisme et intégristes (1903-1918)*, Paris, Les éditions ouvrières, 1969.

du père Léonidas Hudon²³. Elle a deux vocations : engager les ouvriers à s'unir dans des organisations professionnelles catholiques et vulgariser la doctrine sociale dans toutes les classes de la population. Pour ce faire, elle publie des tracts et organise des séances d'études ainsi que des conférences hebdomadaires, activités qui connaissent un bon écho. Par exemple, 300 personnes sont abonnées aux brochures, lesquelles sont distribuées en 10 000 copies. Autre exemple, 3000 auditeurs sont recensés lors de la tenue de trois cours. Archambault est toutefois peu actif au cours de ces premières années, car c'est surtout la question linguistique et les maisons de retraite fermée qui semblent le préoccuper. Ordonné prêtre en 1912, il organise cette même année le Premier congrès de la Société du bon parler français, ce qui l'amène à créer, l'année suivante, en compagnie de Joseph Gauvreau et Omer Héroux, la Ligue des droits du français²⁴. Il gagne alors l'Europe où il poursuit des études en sociologie jusqu'en 1914. À son retour, il consacre son temps aux maisons de retraite fermée et il s'intéresse davantage à l'ÉSP, passée aux mains des Jésuites. À cette époque, la Ligue des droits du français devient aussi la Ligue d'Action française (1917), laquelle donne d'ailleurs son nom à la revue *L'Action française*, où Archambault signe régulièrement, sous le pseudonyme de Pierre Homier, une chronique intitulée *À travers la vie courante*²⁵. En 1918, il crée et prend la tête d'une maison d'édition rattachée aux maisons de retraite fermée, *La Vie nouvelle* (1918-1933), qui publie un almanach et une revue du même nom. Il prend aussi la direction, en 1919, de l'Œuvre des tracts, un mensuel à caractère religieux et anticommuniste.

Comme pour la décennie 1910, Archambault est très actif au cours des années 1920, alors qu'il crée les SSC (1920), sur lesquelles nous reviendrons en détail, et prend les rênes de l'ÉSP (1921). À cette époque, il procède à quelques réformes. Par exemple, il réunit l'administration et la rédaction de ces entités sous deux comités centralisés, bien que l'Œuvre des tracts, les brochures mensuelles de l'ÉSP et les SSC conservent leur identité propre. Cette centralisation permet une

²³ Philippe Perrier, « Esprit et but de l'École sociale populaire », dans Thomas Pinal, *L'Apôtre laïque, son œuvre, ses qualités*, Montréal, École sociale populaire, 1936.

²⁴ Michael D. Behiels, « Joseph-Papin Archambault », dans *L'Encyclopédie du Canada*, Montréal, Stanké, 2000, p. 114-115 ; Harold Bérubé, « “À travers la vie courante” : Nationalisme, catholicisme et urbanité dans le Québec de l'entre-deux-guerres (1912-1929) », *Chrétiens et sociétés XVIe-XXIe siècles*, n°21 (2014). [<https://chretiensocietes.revues.org/3684>] (page consultée le 23 juillet 2017).

²⁵ H. Bérubé, « “À travers la vie courante” », *Op. cit.* ; Harold Bérubé et Olivier Lemieux, « “Un petit examen de conscience” : Joseph-Papin Archambault et la reconquête linguistique de Montréal (1912-1922) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 24, n° 3 (2016).

économie d'argent et de personnel et assure une publicité peu coûteuse entre les différents organes. L'ÉSP en meilleure santé financière, il quitte Montréal pour prendre en charge des maisons de retraite fermée de Québec. Ce n'est donc qu'à son retour, en 1928, qu'il en reprend les rênes. Selon Jean Hamelin et Nicole Gagnon, à ce moment, l'ÉSP s'avère encore un outil de propagande très modeste : la chambre à coucher d'Archambault fait office de local, il ne dispose que d'un secrétaire à temps partiel et il utilise l'imprimerie et la bibliothèque du *Messenger canadien*, puisqu'il en est toujours le directeur (1929-1932). La Grande dépression et la peur du bolchévisme lui donnent toutefois un nouvel élan. L'ÉSP commence alors à œuvrer sur plusieurs fronts en entretenant une collaboration serrée avec des journaux, en créant des cercles d'études, en organisant des journées sociales et anticommunistes, en instaurant l'École de formation sociale (ÉFS) — laquelle vise la formation de pédagogues devant propager la doctrine — en développant un service de documentation et d'information et en élaborant le *Programme de restauration sociale* (1933)²⁶. De plus, à partir de 1931, Archambault patronne aussi des émissions hebdomadaires de radio sur les chaînes CKAC (1931) et Radio-Canada (1931) et il crée le périodique bimensuel *L'Ordre nouveau* (1936), attaché à l'ÉSP, le Centre catholique d'action cinématographique (1937), un centre de diffusion de ciné-bulletins cotant les films, puis, en 1938, la Ligue d'action corporative, vouée à la promotion du corporatisme. Si la Seconde Guerre mondiale entraîne un ralentissement des activités de l'ÉSP, cela semble également s'étendre aux organes connexes au sein desquels œuvre Archambault. Par exemple, en 1940, dans le but d'élargir son lectorat, la revue bimensuelle *L'Ordre nouveau* devient la revue mensuelle *Relations*. Or, semble-t-il que le retour de la paix n'entraîne pas un retour de dynamisme. En effet, si les SSC et l'émission de CKAC diminuent en popularité, cette baisse est également observable au sein de l'ÉSP : alors qu'Archambault cesse de s'occuper de ses publications en 1949, il la rebaptise « Institut social populaire », lors de son déménagement dans un nouvel immeuble de la rue Jarry, avant de la dissocier entièrement de *Relations*. Enfin, en

²⁶ Comme le propose Yves Vaillancourt, le programme de restauration sociale est au cœur du corporatisme social, un courant très important à l'époque qui mise sur les institutions intermédiaires pour freiner les abus du capitalisme et le recours à l'État dans le développement économique et social. Ce programme s'appuie sur la doctrine sociale de l'Église (dont l'encyclique *Quadragesimo Anno*) et il mise sur un nationalisme de conservation fondé sur la spécificité canadienne-française et catholique. Enfin, il valorise l'économie sociale, sous la forme de mutuelles, de coopératives de producteurs et de consommateurs et d'associations caritatives. Yves Vaillancourt, « L'économie sociale au Québec et au Canada : configurations historiques et enjeux actuels », *Cahiers du LAREPPS*, n°08-09 (2008) ; de surcroît, ce programme est « repris par l'Action libérale nationale de Gouin-Duplessis comme programme électoral ». I. Rodrigue, *Op. cit.*

1959 à l'âge de 81 ans, Archambault quitte la présidence de l'ISP. Décédé en 1966, il apparaît aujourd'hui comme le principal promoteur du catholicisme social et du corporatisme social au Québec et comme l'un des principaux détracteurs du communisme durant l'entre-deux-guerres.

Comme le suggère Damien-Claude Bélanger, si quelques études abordent ici et là le rôle de propagateur de l'Église et d'acteur social d'Archambault, c'est l'ÉSP qui a attiré le plus d'attention de la part des chercheurs²⁷. Par exemple, une thèse de doctorat porte sur la pensée sociale développée dans les brochures de l'ÉSP entre 1911 et 1930²⁸. De plus, nous avons identifié trois mémoires de maîtrise, l'un en communication, un autre en histoire et un troisième en théologie, traitant chacun de l'ÉSP, du point de vue de ses racines intellectuelles, de ses conceptions idéologiques et de ses moyens d'action²⁹. Enfin, d'autres études en ont abordé les racines intellectuelles et idéologiques³⁰ ou se sont penchées sur le *Programme de restauration sociale*³¹. Or, si ces travaux ne traitent pas directement d'Archambault, ils n'ont d'autres choix que de l'aborder, car, comme le soulignaient Hamelin et Gagnon, à cette époque, il est « la dynamo qui alimente le mouvement social en énergie, l'homme-orchestre qui canalise les efforts et mobilise les masses »³².

Enfin, pour observer l'évolution des conférenciers, nous proposons de reprendre une périodisation de l'ÉSP développée par Archambault et complétée par Arès. À l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'ÉSP, en 1936, Archambault a proposé un découpage en trois grandes phases : 1) la phase dite de l'enthousiasme (1911-1914) remplie d'initiatives fécondes ; 2) la phase dite de l'existence précaire (1915-1929) qui oblige l'ÉSP à se contenter de la publication de brochures et de l'organisation de conférences ; 3) la phase dite la plus féconde

²⁷ Damien-Claude Bélanger, « La pensée ouvrière et sociale de Joseph-Papin Archambault, s.j. (1880-1966) », *Bulletin du RCHTQ*, vol. 25, n° 1 (1999) ; J. Hamelin et N. Gagnon, *Op. cit.* ; J.-C. Saint-Amant, *Op. cit.*

²⁸ Denis Forget, *La pensée sociale de l'Église dans les brochures de l'École Sociale Populaire au Québec (1911-1930)*, Thèse de doctorat, Université d'Ottawa, 1984.

²⁹ Christiane Demers, *La conception de la démocratie chez l'École sociale populaire, 1930-1960*, Mémoire de maîtrise, Université Laval, 1979 ; G. Bélanger, *Op. cit.* ; Gilles Routhier, *La doctrine sociale et le mouvement catholique : L'École sociale populaire, 1930-1936*, Mémoire de maîtrise, Université Laval, 1980.

³⁰ Gilles Routhier, « L'ordre du monde : Capitalisme et communisme dans la doctrine de l'École sociale populaire (1930-1936) », *Recherches sociographiques*, vol. 22, n° 1 (1981) ; *Idem*, « Quelle sécularisation ? L'Église du Québec et la modernité », *Culture française d'Amérique* (1996) : 76-93.

³¹ Benoît Lévesque, « Les relations internationales de l'économie sociale au Québec sur plus d'un siècle et demi (1840-2008) », *Globe*, vol. 12, n° 1 (2009).

³² J. Hamelin et N. Gagnon, *Op. cit.*, p. 377.

(1930-1936) qui est nourrie par la Grande Dépression et la montée du communisme³³. Cette troisième phase, Arès l'étend jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. Enfin, Arès ajoute à ces trois phases : 4) la phase dite des difficultés associées à la guerre ; 5) la phase dite du long déclin d'Archambault et de l'ÉSP (1946-1958)³⁴. Nous récupérerons donc ces phases en éliminant la première (1911-1914), puisque les SSC naissent seulement en 1920. Nous considérons cette périodisation comme étant appropriée pour les SSC que pour l'ÉSP, étant donné que ces deux institutions entretiennent des trajectoires intimement liées. Elle a aussi pour qualité de se rapprocher d'une périodisation classique de l'histoire occidentale contemporaine, soit 1920-1929 (années folles), 1929-1939 (Grande dépression), 1939-1945 (Seconde Guerre mondiale) et 1946-1959 (période duplessiste au Québec et des Trente glorieuses ailleurs dans le monde). Enfin, son utilisation a pour avantage de permettre d'observer les mutations de l'élite des SSC dans le temps.

Les Semaines sociales du Canada

1920 est sans aucun doute une année charnière dans l'histoire de l'éducation supérieure et postsupérieure au Québec, alors qu'elle voit naître les SSC et l'Université de Montréal, en tant qu'institution entièrement indépendante de l'Université Laval. En fait, l'origine des semaines sociales remonte à la première *Praktische Schulungskurse* (1893), qui peut se traduire par « cours de formation pratique », du *Volkverein* allemand (1890), une association catholique populaire faisant la promotion de la doctrine sociale de l'Église en Europe³⁵. La formule s'étend alors un peu partout comme en France (SSF³⁶), aux Pays-Bas, en Espagne, en Belgique, en Pologne, en Suisse, en Italie, en Rhodésie et dans quelques pays d'Amérique du Sud. C'est toutefois la formule française, qui naît en 1904, qu'Archambault emprunte lorsqu'il crée les SSC en 1920. La formule est simple : chaque année, sur un thème soigneusement choisi³⁷, des cours et des conférences

³³ Joseph-Papin Archambault, « Les trois phases de l'École sociale populaire », dans T. Pinal, *Op. cit.*, p. 42-50.

³⁴ R. Arès, *Op. cit.*, p. 119.

³⁵ M.-A. Gaudreau, « La pensée sociale du Canada français... », *Op. cit.*, p. 3-4.

³⁶ Les Semaines sociales de France existent toujours.

³⁷ Le thème abordé est choisi à la fin de la session précédente par les membres d'une commission générale s'entendant alors également sur le lieu et la date de la session suivante, ce qui est confirmé par une rencontre ultérieure au cours de laquelle est proposée une liste de conférenciers soumise pour approbation à l'évêque du diocèse de la ville d'accueil. La commission générale est constituée de personnes aux noms prestigieux, tant laïcs que religieux. Ces membres sont toutefois

ont lieu dans une ville différente et pour une durée de cinq à six jours³⁸. Les conférenciers sont amenés à exposer et interpréter, « à la lumière des principes chrétiens, des faits scientifiquement établis »³⁹. L'essentiel est ensuite rassemblé dans un compte rendu publié⁴⁰.

Lorsqu'a lieu la première SSC, en 1920, cela fait un moment qu'Archambault en caresse l'idée. De passage en France en 1913, il avait assisté à une SSF tenue à Versailles. Il était alors revenu au Canada avec la nette intention d'y importer la formule, mais son enthousiasme fut freiné par la guerre. Le conflit terminé, il lance en 1919 une série d'articles dans *La Vie nouvelle* invitant l'élite canadienne-française à se réunir à Montréal, le 21 juin 1920. Voulant se faire le « haut-parleur du Vatican », Archambault choisit comme première thématique l'encyclique *Rerum Novarum*. Comme le suggère Arès, lorsque nous observons le programme de cette première session, le prestige des intervenants démontre déjà un certain succès. En effet, la messe d'ouverture est célébrée par l'archevêque de Montréal, Louis-Joseph-Napoléon-Paul Bruchési⁴¹. Suit Archambault qui offre à ce moment sa première déclaration d'ouverture s'intitulant « La première Semaine sociale du Canada : sa raison d'être, ses travaux, son esprit » où il présente son triple objectif de diffusion, de réunion et d'action.

Les SSC constituent une approche différente des autres outils déployés par Archambault : « les conférenciers n'adressaient pas [...] leurs exposés magistraux

généralement peu actifs dans l'organisation de la session, laquelle est surtout prise en charge par Archambault, le président, et de son exécutif — lorsqu'il en a un — formé d'un vice-président et d'un secrétaire-trésorier. J.-C. Saint-Amant, *Op. cit.*, p. 211.

³⁸ Pour en connaître davantage sur les instituts populaires et les semaines sociales, nous pouvons nous référer à l'ouvrage de Georges Hoog, qui consacre une dizaine de pages à ces deux institutions ; Georges Hoog, *Histoire du catholicisme social en France (1871-1931)*, Paris, Éditions Domat Montchrestien, 1946.

³⁹ M.-A. Gaudreau, « La pensée sociale du Canada français... », *Op. cit.*, p. 3 ; Comme le souligne également Warren, les SSC s'inscrivent dans une volonté de diffuser l'enseignement des sciences sociales. J.-P. Warren, *L'engagement sociologique...*, *Op. cit.*, p. 64-65.

⁴⁰ Dans le cas des SSC, c'est Archambault qui se charge de cette tâche et l'ÉSP qui en assure l'édition. J.-F. Lepage, *Op. cit.* ; J. Hamelin et N. Gagnon, *Op. cit.*

⁴¹ De plus, Archambault réussit à attirer de très prestigieux intervenants, tant laïcs que religieux, appartenant à divers milieux comme celui universitaire (ex. : Édouard Montpetit, professeur à l'Université de Montréal), éducationnel (ex. : Louis-Adolphe Paquet du Séminaire de Québec), politique et administration publique (ex. : Thomas Chapais, sénateur et professeur à l'UL), juridique (ex. : Charles-Édouard Dorion, juge à la Cour supérieure du Québec), médiatique et culturel (ex. : Omer Héroux, rédacteur au *Devoir*) et social et humanitaire (ex. : Edmour Hébert, directeur des Œuvres sociales du diocèse de Montréal). Il réussit également à faire venir un conférencier étranger, c'est-à-dire le R.P. Dassonville de l'APR.

aux patrons ou aux ouvriers, clientèle privilégiée de l'École sociale populaire, mais aux professeurs et aux pédagogues afin de leur inculquer le sens des valeurs et les principes d'un bon gouvernement »⁴². Selon Archambault, une crise grave secoue l'humanité et une vaste réforme est nécessaire. Les SSC peuvent guider cette réforme en récupérant la formule magistrale de l'université et le caractère ambulante du congrès. C'est sans doute en ce qui concerne la pédagogie que les SSC se différencient le plus des congrès. En effet, Archambault interdit toutes formes d'interaction durant le cours, afin de permettre la transmission claire, homogène et sans ambiguïté du message⁴³. Surtout, elles répondent au besoin urgent « de former cette élite »⁴⁴. En fait, il témoigne d'un si grand intérêt pour l'élite parce qu'elle est à la tête de la nation, de ses institutions comme de ses lois, mais surtout parce que c'est par elle qu'il croit pouvoir atteindre la masse :

C'est l'élite qui agit sur la masse. Ce sont quelques intelligences éclairées et convaincues qui orientent et guident l'opinion. Enfermés ici durant cinq jours comme dans un laboratoire vivant, ouvrez tout grands vos esprits aux doctrines qui jailliront de cette tribune, assimilez-vous les arguments par lesquels s'établit leur valeur, transformez-les en convictions personnelles et agissantes, puis semez hardis, allez ensuite en jeter la graine féconde à travers le pays, dans tous les sillons ouverts à votre activité.⁴⁵

Bref, en formant l'élite et en lui faisant comprendre convenablement son rôle, il devient possible de rétablir une stabilité⁴⁶. Or, si le regard d'Archambault est entièrement tourné vers l'élite en place, en 1920, lorsque nous portons un regard attentif sur l'évolution des déclarations d'ouverture, nous constatons qu'au fil des ans, il se déplace de plus en plus vers sa jeunesse. Durant l'après-guerre, Archambault insiste sur l'enjeu crucial de bien former la future élite⁴⁷. D'ailleurs,

⁴² J.-P. Warren, *L'engagement sociologique...*, *Op. cit.*, p. 64.

⁴³ « DO », 1935, p. 19-28. Dans son mémoire, Gaudreau en explique davantage la nature : « l'étude des sujets proposés exige une activité intellectuelle intense. L'enseignement est l'exposition d'une doctrine. Pour lui garder son caractère doctrinal, aucune discussion publique ne suit les cours ». Elle précise néanmoins que « l'esprit de famille rayonne entre auditeurs et professeurs qui se rencontrent entre les séances et échangent leurs réflexions et leurs idées » ; M.-A. Gaudreau, « La pensée sociale du Canada français... », *Op. cit.*, 5. Comme le souligne Boily : « l'éducation n'est pas ici vue comme un instrument favorisant le développement de l'autonomie individuelle, mais comme l'inculcation d'une manière de penser, puisque ceux qui viennent aux Semaines sociale "s'en retourne[nt] avec une doctrine bien claire, bien nette, bien homogène" » ; F. Boily, « Une figure du catholicisme social... », *Op. cit.*, p. 152.

⁴⁴ « DO », 1920, p. 16.

⁴⁵ « DO », 1921, p. 17.

⁴⁶ « DO », 1922, p. 26-32 ; « DO », 1924, p. 16-23.

⁴⁷ « DO », 1946, p. 9-33.

il apprécie la présence accrue de la jeunesse étudiante, ecclésiastique et laïque⁴⁸. Il voit en ces jeunes les futurs chefs qui devront assurer la pérennité des mœurs, de la langue et de la foi canadienne-française⁴⁹. À plus d'une reprise, il s'emporte sur le manque d'action qui paralyse l'élite en place, comme en témoigne ce passage : « les grandes faiblesses des hommes d'ordre, n'est-ce pas leur inaction ? Ils ont le cerveau pétri de principes, de belles paroles plein la bouche, mais leurs bras restent trop souvent inertes »⁵⁰.

Le rayonnement et la portée des SSC sont difficilement estimables. Selon Olivier Maurault, qui offre dans le volume de la session de 1920 une comparaison entre cette première SSC et les SSF, l'auditoire fut au rendez-vous en passant de 150 ou 200 auditeurs le jour à 300 quelques soirs et même, exceptionnellement, à 700 lors de la conférence de Thomas Chapais. L'une des caractéristiques faisant la particularité des SSC est son assemblée populaire consacrée aux syndicats catholiques, laquelle a lieu dans un parc et est animée par des invités de marque, rassemblant généralement plusieurs centaines de personnes. En 1920, cela a lieu au parc La Fontaine et les orateurs sont Victor Morin, Gaudiose Hébert, Maxime Fortin et Henri Bourassa. D'autres auteurs ont aussi rapporté des écarts importants en ce qui concerne l'auditoire. Par exemple, en 1923, à peine 25 personnes assistent à une conférence de l'après-midi, alors que le soir de la même journée, on en compte 800. Néanmoins, c'est durant la Grande Dépression et la Seconde Guerre mondiale qu'elles sont le plus rayonnantes. À titre d'exemple, rappelons que l'assemblée populaire de 1937 avait rassemblé un auditoire estimé à environ 2000 personnes⁵¹. L'année suivante — et en 1941 — Radio-Canada diffuse les conférences à travers tout le pays. À cela, il faut ajouter que *L'Action catholique*, *Le Droit*, *Le Devoir*, *La Presse*, *La Tribune*, *The Montreal Daily Star* et le *Canadian Register* présentent des comptes rendus détaillés ou des résumés des conférences.

Ces succès ne signifient pas pour autant que les SSC n'ont pas éprouvé, au cours de ces années, certaines difficultés. À quatre reprises, Archambault se voit contraint de les annuler. Dans sa déclaration d'ouverture de 1931, il précise qu'en 1926 et 1930, les SSC n'ont pas lieu, car des élections avaient lieu au cours de la même période : « chose curieuse, chaque fois, l'obstacle fut le même : l'exercice

⁴⁸ « DO », 1947, p. 9-30.

⁴⁹ « DO », 1958, p. 9-18.

⁵⁰ « DO », 1944, p. 30.

⁵¹ Selon Rodrigue, lorsque nous nous rapprochons des années 1940, nous comptons de plus en plus des foules de 1000 personnes. I. Rodrigue, *Op. cit.*, p. 27.

par les citoyens de leur droit de suffrage »⁵². L'année suivante, Archambault décide de réduire leur durée à quatre jours. L'annulation de la session de 1934 est toutefois plus nébuleuse. En effet, notons seulement que cette vingtième session devait avoir lieu à Valleyfield. Enfin, alors que la session de 1939 devait porter sur la Paix, elle est annulée à cause de la guerre. À cette époque, elles passent de quatre jours à une fin de semaine. Au-delà de ces difficultés, souvent dues à des conjonctures extérieures ne dépendant pas d'Archambault, il y eut également certaines difficultés internes. Un des épisodes les plus importants se déroule en 1945. Provoqué par Lionel Groulx, cet épisode a bien failli compromettre l'avenir des SSC. Dans ses mémoires, Groulx raconte l'incident en détail :

Le Père Archambault, écrit-il, m'avait embarqué dans cette aventure. C'était de ces hommes avec qui le plus sage n'était pas de se défendre, mais de se rendre. Il m'avait écrit : « Vous vous en tirerez... » Je faillis m'en mal tirer. Dès le début, j'avais posé les questions cruciales... Des catholiques anglo-ontariens avaient assisté à cette conférence et en étaient sortis fort émus. Le *Canadian Register de Toronto* crut nécessaire de dégager la responsabilité de l'épiscopat et de l'Église. On me reprochait d'avoir prononcé un discours politique au cours d'une Semaine sociale. Le *Globe and Mail* allait jusqu'à soutenir que j'aurais prôné la sécession du Canada du Commonwealth et comparait ma conférence à celle du cardinal Villeneuve demandant de travailler à l'unité nationale.⁵³

À la suite de cet épisode, Archambault reçoit l'ordre, à l'avenir, de soumettre à la censure toutes conférences des SSC. Enfin, une dernière difficulté rencontrée par Archambault est, cette fois, d'ordre plus naturel. Malgré son dynamisme légendaire, l'âge finit par le rattraper. Les dernières années lui sont donc de plus en plus difficiles. D'ailleurs, à la session de 1958, il ne trouve pas l'énergie pour se rendre au lieu de la SSC à Moncton. Son secrétaire-trésorier lira pour lui sa dernière déclaration d'ouverture. Puis, après trente-huit ans, Archambault cède la présidence à son vice-président, Richard Arès, lequel tentera de reprendre les rênes des SSC jusqu'à la dernière tenue en 1964⁵⁴.

⁵² « DO », 1931, p. 16.

⁵³ Groulx cité dans R. Arès, *Op. cit.*, p. 98.

⁵⁴ Contrairement à ce qu'indiquent plusieurs ouvrages de référence, le dernier compte rendu sur lequel nous avons mis la main ne date pas de 1962, mais bien de 1964. À sa lecture, nous prenons immédiatement le pouls des difficultés que semble affronter Arès et l'avenir des SSC. Par exemple, il est indiqué que « depuis 1960, les sessions publiques des Semaines sociales n'ont lieu que tous les deux ans ». Autre exemple, dans les premières lignes de sa déclaration d'ouverture, Arès affirme que « pour la première fois de leur histoire, les Semaines sociales du Canada ouvrent leur session, non seulement dans un complet dénuement épiscopal, mais encore sans lettre pontificale venue

Premiers résultats : hommes et femmes, religieux et laïcs

Si la Révolution tranquille est souvent considérée comme le grand moment des transformations, comme nous le verrons dans les prochaines parties, une bonne part d'entre elles s'inscrivent en continuité avec des transformations entamées dans la première moitié du XX^e siècle. Le tableau I et le tableau II présentent les premiers résultats des deux premières classifications. D'abord, il paraît clair que ces conférenciers sont en très grande majorité des hommes :

Tableau I : Pourcentage des genres selon les quatre phases		
Sessions	Hommes	Femmes
Phase 1	0,98	0,02
Phase 2	0,99	0,01
Phase 3	0,98	0,02
Phase 4	0,98	0,02

Sur les 892 observations relevées entre 1920 et 1958, nous n'avons identifié que quinze conférences données par des femmes.

Parmi les conférencières, Françoise Gaudet-Smet est celle ayant le plus récidivé. Elle a participé aux SSC de 1940 et en 1947 à titre de directrice de la revue *Paysana*, une revue adressée aux femmes du milieu rural et faisant la promotion du retour à la terre⁵⁵. Puis, en 1949, elle se présente à titre de directrice du centre social de Claire-Vallée. Seulement deux autres femmes ont participé plus d'une fois, soit Marie Gérin-Lajoie, en 1920 et 1921, présidente de la Fédération Saint-Jean-Baptiste (FSJB), et sa fille, la Révérende Sœur Marie-J. Gérin-Lajoie, supérieure de l'Institut Notre-Dame-du-Bon-Conseil, en 1932 et 1935. En ce qui concerne les autres conférencières, nous trouvons des noms célèbres, comme Marie-Claire Daveluy de la FSJB (1922) et Jeanne Anctil, directrice des Écoles provinciales d'enseignement ménager (1923). À celles-ci s'ajoute Henriette Dessaulles, présentée sous le pseudonyme de Fadette, collaboratrice au *Devoir* (1923), et Julia Richer, de *Notre temps* (1950), un hebdomadaire de droite ayant pour but de livrer un combat à la gauche et qui

de Rome». R. Arès, «L'État et les corps intermédiaires», *Semaine sociale du Canada*, Montréal, Bellarmin, 1964, p. 5.

⁵⁵ Société Saint-Jean Baptiste, *Cent soixante femmes du Québec, 1834-1994*, Montréal, Section Jacques-Viger, 1996.

appuie l'Union nationale⁵⁶. D'autres sont toutefois un peu moins connues, comme Georgina Lefavre, présidente nationale de la Ligue catholique féminine (1941), Jeanne Boulizon, ancienne présidente de l'École des parents du Québec (1951), et Marie Dupuis, présidente de l'Union catholique des Fermières (1954). En somme, ces observations démontrent la stabilité d'une élite masculine chez les conférenciers des SSC, de 1920 à 1958.

Contrairement à cette grande stabilité, force est de constater que les statistiques dévoilent une rupture en ce qui a trait à la distribution entre les religieux et les laïcs :

Sessions	Religieux	Laïcs
Phase 1	0,48	0,52
Phase 2	0,47	0,53
Phase 3	0,36	0,64
Phase 4	0,36	0,64

Si la première et la deuxième phase rassemblent presque autant de religieux que de laïcs, une rupture nette est visible entre la deuxième (1930-1938) et la troisième (1939-1945), alors que les laïcs passent à près du deux tiers des conférenciers.

Chacun des deux groupes possède aussi son lot de conférenciers assidus. Parmi ceux-ci, c'est Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve — présent dans un premier temps à titre de supérieur du Scolasticat d'Ottawa (1920, 1922, 1923, 1927), puis dans un second en tant qu'archevêque de Québec (1932) et cardinal (1933, 1935-1943, 1945) — offrant le nombre le plus élevé de participations avec un grand total de quinze présences. Il est suivi de près par un laïc, soit Léon-Mercier Gouin, présent d'abord à titre de professeur à l'École des hautes études commerciales (HEC) et de l'UdeM (1920-1927, 1931), puis en tant que sénateur (1941, 1943, 1951, 1955). Dans le cas des laïcs, Gouin est suivi d'assez près par un autre universitaire, c'est-à-dire le professeur et vice-doyen de la Faculté de droit de l'Université de Montréal Maximilien Caron (1935-1940, 1943-1945, 1956), alors que dans celui des religieux, Villeneuve n'a pas vraiment de compétiteur, puisque le religieux le suivant de plus près est Paul-Émile Léger, vicaire général du diocèse

⁵⁶ Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, PUL, 2007.

de Valleyfield (1946), puis archevêque de Montréal (1952) et cardinal (1953-1957). Bref, ce tableau dévoile la transformation d'une élite de plus en plus laïque chez les conférenciers des SSC, de 1920 à 1958.

Retenons de ces premiers résultats que l'élite qui se réunit aux SSC est assez représentative de l'élite canadienne-française de l'époque, laquelle est majoritairement composée de clercs et d'hommes de professions libérales⁵⁷. Force est donc de constater que, si les femmes ont de plus en plus accès à des institutions consacrées à une certaine formation continue, les SSC ne figurent pas parmi celles-ci⁵⁸. En ce qui concerne la place des religieux et des laïcs, ces résultats évoquent un phénomène observable au cours de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire une dispute de plus en plus importante de la part des laïcs envers des postes traditionnellement accordés à des religieux, notamment dans les milieux scolaires et universitaires⁵⁹. Pourtant, comme l'a démontré Guy Laperrière, au Québec, les données globales nous démontrent une forte croissance des effectifs des communautés religieuses entre 1931 et 1961⁶⁰. Comment expliquer un tel paradoxe? Comme nous le verrons dans la partie portant sur le profil professionnel de conférenciers, il semble que cette décroissance du pourcentage des conférenciers religieux n'est peut-être pas tant imputable à la décroissance du nombre de religieux, mais, plutôt, à une croissance importante de certains milieux rassemblant davantage de laïcs — les médias par exemple — et à l'invasion des laïcs dans des milieux autrefois formés presque exclusivement de religieux tels que les milieux universitaire et éducationnel.

Appartenance géographique des conférenciers et distribution par région

En ce qui concerne l'appartenance géographique des conférenciers, nous avons remanié nos catégories en éliminant les régions desquelles ne provenait aucun acteur (Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-Québec, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Laval), puis en fusionnant les régions administratives autres que la Capitale-Nationale et Montréal, ainsi que les groupements canadiens (Ontario, Maritimes et reste-du-Canada) et les pays

⁵⁷ Micheline Dumont et al., *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Les Quinz, 1982.

⁵⁸ *Ibid.*, 323.

⁵⁹ Michael Gauvreau, *The Catholic Origins of Quebec's Quiet Revolution, 1931-1970*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2005.

⁶⁰ Guy Laperrière, *Histoire des communautés religieuses au Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2013.

étrangers (France, Royaume-Uni et États-Unis). Le détail de ces régions remaniées se trouve toutefois en annexe I. Voici un tableau présentant nos résultats à la suite de ce remaniement :

Sessions	Montréal	Québec	Autres régions du Québec	Canada hors Québec	Étranger	Inconnus
Phase 1	0,33	0,21	0,31	0,04	0,00	0,11
Phase 2	0,32	0,16	0,30	0,10	0,01	0,10
Phase 3	0,37	0,18	0,27	0,15	0,00	0,03
Phase 4	0,26	0,14	0,33	0,19	0,00	0,07

Fusionnées, les régions administratives rivalisent avec Montréal. Ainsi, alors que les régions et Montréal fournissent chacun près du tiers des conférenciers, Québec, le reste du Canada et les « inconnus » se partagent l'autre tiers. En fait, si la participation du reste du Canada connaît une croissance continue, alors que c'est l'inverse pour Québec, cela peut s'expliquer par le développement stagnant de la ville de Québec à cette époque, la croissance de la communauté franco-ontarienne et la densification de son réseau urbain.

Ce même type d'association peut être fait au sujet de Montréal et des régions. Alors que, durant la troisième phase, Montréal offre la majorité des conférenciers (37 %), cela s'avère inversement proportionnel aux régions (27 %). *À contrario*, alors que, durant la quatrième phase, les régions sont à leur sommet (33 %), Montréal en est au plus bas (26 %). D'après nous, ce phénomène s'explique avant tout géographiquement. D'une part, durant la guerre (phase 3) — moment où il s'avère plus difficile de rassembler des conférenciers — les SSC ont lieu près de la métropole, comme à Nicolet, Saint-Jean ou Valleyfield. D'autre part, au cours de la quatrième phase, elles n'ont lieu qu'une seule fois à Montréal et souvent dans des centres très éloignés de la métropole, comme à Rimouski, Edmundston ou Moncton. Ce phénomène peut s'expliquer par le fait que, à la suite de la Seconde Guerre mondiale, les SSC sont au centre d'une double pression de la part des Canadiens français hors Québec et des milieux catholiques anglophones, lesquels veulent servir d'hôtes ou, encore, participer activement aux sessions. La première pression mène à l'exportation des SSC en des lieux comme Edmundston,

Cornwall ou Moncton. La seconde pression mène à la création de la *English section Semaines sociale* dirigée par *The Catholic Social Life Conference* d'Ottawa.

Finalement, il semble que même si Archambault souligne à plusieurs reprises la participation d'acteurs issus des provinces de l'Ouest ou de pays étrangers, leur présence s'avère plus symbolique que numérique. Malgré quelques mentions ici et là de personnages notoires étrangers, c'est très certainement au cours de la Seconde Guerre mondiale que nous en retrouvons le plus grand nombre. Par exemple, en 1941, Archambault se fait une joie que, pour la première fois, des membres d'une famille royale — il ne précise pas laquelle, mais mentionne qu'il s'agit d'une famille catholique d'Autriche — assistent à une SSC. Autre exemple, en 1942 et 1943, Archambault souligne la présence des évêques Bonhomme du Basutoland (Lesotho) et Larrain de Talca du Chili. Malgré cette faible présence, comme le mentionne Saint-Amant, il demeure que l'influence française se fait sentir au niveau du contenu des Semaines :

Il suffit pour s'en rendre compte de comparer les sujets abordés lors des Semaines de 1921 au Canada et de 1907 en France, celles de 1925 et 1921, de 1927 et 1925, de 1936 et 1935, de 1945 et 1938 pour les mêmes pays respectivement. De même, plusieurs discours prononcés au Québec donnent crédit à leurs sources françaises, les citent régulièrement ou s'en inspirent ouvertement.⁶¹

Sur nos 892 observations, nous ne retrouvons qu'à trois reprises des conférenciers affiliés à des institutions à l'extérieur du Canada. Enfin, en ce qui concerne les conférenciers provenant des provinces de l'Ouest, il y a Raymond Denis, président de l'Association canadienne-française de la Saskatchewan (1931), Henri Lacerte, magistrat à Saint-Boniface (1948), et Georges Desjardins, recteur du Collège de Saint-Boniface (1950). La faiblesse de ce nombre peut s'expliquer par le fait qu'Archambault est le principal organisateur des SSC et que, en ce sens, il invite principalement des gens de son réseau centré surtout au Québec, voire autour de la grande région de Montréal.

Les prochains tableaux présentent pour leur part les phases, les sessions, les années, les villes d'accueil et les thématiques des sessions. Nous avons ajouté trois autres catégories à celles-ci : 1) les « régions d'accueil » (RA) présentant le nombre de conférenciers étant rattachés géographiquement à la région où se tient la session ; 2) la « région de Montréal (RM) » exposant le nombre de conférenciers provenant de la région de Montréal ; 3) les « autres régions » (AR) dénombrant les

⁶¹ J.-C. Saint-Amant, *Op. cit.*, p. 214.

conférenciers provenant des autres régions que la région d'accueil et la région de Montréal. Il est également à noter que nous avons simplement retiré les inconnus. Voici les résultats :

Tableau IV : Pourcentage des conférenciers selon la région d'accueil (phase 1)							
Phases	Sessions	Années	Villes	Thématiques	RA	RM	AR
Phase 1 (1920- 1929)	1	1920	Montréal	<i>Rerum novarum</i>	14	-	12
	2	1921	Québec	L'Église et le syndicalisme	13	8	4
	3	1922	Ottawa	Capital et travail	7	10	8
	4	1923	Montréal	La famille	17	-	6
	5	1924	Sherbrooke	La propriété	11	8	7
	6	1925	T-R	La justice	11	9	8
	7	1927	Québec	L'autorité	13	4	3
	8	1928	St-Hyacinthe	Le problème économique	10	7	9
	9	1929	Chicoutimi	La cité	12	5	7

Comme nous pouvons le constater, à l'exception de la session de 1922 — où la région de Montréal envoie une délégation plus importante que la région d'accueil, Ottawa —, durant la phase 1, la région d'accueil présente généralement entre la moitié et le tiers des conférenciers. Dans certains cas même, comme celui de la session de 1927, la région fournit près du deux tiers. Autre constat : la ville de Québec reçoit à deux reprises les SSC au cours de cette phase. Cela peut expliquer, en partie, le nombre plus important de conférenciers étant issus de cette région au cours de la phase 1, un phénomène que nous avons observé plus haut.

Phases	Sessions	Années	Villes	Thématiques	RA	RM	AR
Phase 2 (1929-1938)	10	1931	Ottawa	L'État	10	6	6
	11	1932	Montréal	L'ordre social chrétien	16	-	12
	12	1933	Rimouski	Le problème de la terre	10	4	9
	13	1935	Joliette	L'éducation sociale	10	7	11
	14	1936	T-R	L'organisation professionnelle	8	12	9
	15	1937	St-Hyacinthe	La coopération	4	9	16
	16	1938	Sherbrooke	Pour une société chrétienne	11	9	10

Au cours de la phase 2, il semblerait que les régions d'accueil continuent de présenter entre le tiers et la moitié des conférenciers, et ce, à l'exception des sessions de 1936 et 1937 où les conférenciers montréalais prédominent. Pour illustrer cette exception, l'exemple de Saint-Hyacinthe et de sa région, la Montérégie, nous semble évocateur : en 1937, cette région ne présente que quatre conférenciers, soit Lucien Beaugard, professeur de philosophie au Séminaire de Saint-Hyacinthe, Anselme Longpré, vicaire à Saint-Aimé, Victor Chabot, conseiller municipal, et Albin Blanchard, président des syndicats catholiques de Saint-Hyacinthe, alors que Montréal envoie une délégation de neuf conférenciers. Ce phénomène peut s'expliquer par la grande proximité entre Montréal et Saint-Hyacinthe.

Tableau VI : Pourcentage des conférenciers selon la région d'accueil (phase 3)							
Phases	Sessions	Années	Villes	Thématiques	RA	RM	AR
Phase 3 (1939-1945)	17	1940	Nicolet	Le Chrétien dans la famille et la nation	10	4	6
	18	1941	Québec	Action catholique et action sociale	13	3	5
	19	1942	St-Jean	La démocratie	7	12	4
	20	1943	Valleyfield	La tempérance, règle de vie	8	9	6
	21	1944	Ottawa	La restauration sociale	10	5	4
	22	1945	Montréal	Liberté et libertés	15	-	6

En ce qui concerne les phases 3 et 4, nous constatons que ce même genre de phénomène se répète, et ce, bien que, dans la majorité des cas, les régions d'accueil fournissent entre le tiers et la moitié des conférenciers. Comme nous pouvons le voir, un peu comme en 1923, Montréal présente une distribution de conférenciers presque exclusivement issus de sa région en 1945. Certains cas surprennent toutefois davantage comme, par exemple, celui de Nicolet dont la région réussit à présenter plus de conférenciers que Saint-Jean, au cours de la même phase, ou Saint-Hyacinthe, la phase précédente. En effet, une bonne part de l'élite locale semble s'être déplacée comme Albini Lafortune, évêque de Nicolet, Léopold Paquin, président de l'UCC du diocèse de Nicolet, Arthur Martin, maire de Nicolet, Renaud Chapdelaine, avocat à Nicolet ou Antonio Camirand vicaire général du diocèse de Nicolet.

Phases	Sessions	Années	Villes	Thématiques	RA	RM	AR
Phase 4 (1946-1958)	23	1946	St-Hyacinthe	La jeunesse	9	6	6
	24	1947	Rimouski	La vie rurale	9	3	9
	25	1948	T-R	La paix	5	6	8
	26	1949	Joliette	Travail et loisirs	5	6	8
	27	1950	Nicolet	Le foyer, base de la société	5	5	5
	28	1951	Sherbrooke	Le rôle social de la charité	9	4	9
	29	1952	St-Jean	La sécurité sociale	10	8	4
	30	1953	Edmundston	La paroisse, cellule sociale	14	5	2
	31	1954	Mont-Laurier	Établissement rural et immigration	7	5	8
	32	1955	Cornwall	Le civisme	15	5	4
	33	1956	St-Jérôme	La doctrine sociale de l'Église	8	6	6
	34	1957	Montréal	Influence de la presse, du cinéma, de la radio et de la télévision	11	-	9
	35	1958	Moncton	Le chef social	14	2	3

Finalement, la distribution de la phase 4 ne dévoile pas de nouveaux phénomènes, sinon la tenue de SSC en de nouveaux lieux, parfois assez éloignés. Dans certains cas, les villes d'accueil occupant une position médiane semblent réussir à attirer des conférenciers extérieurs — c'est entre autres le cas de Joliette, Nicolet, Mont-Laurier et Saint-Jérôme — alors que cela semble beaucoup plus difficile pour les points plus éloignés, comme le révèlent les cas d'Edmundston et de Moncton.

Profil professionnel des conférenciers

Enfin, à la lumière de nos premiers constats, nous pouvons porter notre regard sur l'évolution des rôles des conférenciers.

Phases	Universitaire	Éducationnel	Politique et administration publique	Économique et financier	Juridique	Médiatique et culturel.	Social et humanitaire	Médical
Phase 1	0,19	0,14	0,10	0,01	0,08	0,12	0,21	0,02
Phase 2	0,14	0,17	0,12	0,02	0,09	0,09	0,21	0,01
Phase 3	0,19	0,07	0,10	0,04	0,13	0,16	0,18	0,02
Phase 4	0,12	0,06	0,21	0,02	0,06	0,20	0,19	0,01

Comme nous pouvons le constater, les domaines médical, économique et financier, ainsi que social et humanitaire sont les plus stables. Alors que le domaine social et humanitaire regroupe le cinquième des conférenciers de toutes les phases, les domaines médical, économique et financier sont marginaux. En ce qui concerne le domaine social et humanitaire, ce sont très clairement les conférenciers issus du monde syndical ou du travail qui apparaissent les plus présents. Les plus actifs sont Pierre Beaulé, président de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) (1922, 1923, 1925, 1927, 1928, 1931, 1932), Alfred Charpentier, président des Syndicats catholiques nationaux, puis de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (1921, 1932, 1935, 1936, 1938, 1940, 1944), Gérard Picard, secrétaire général de la CTCC (1936, 1938, 1941, 1942), ou Albert Rioux, président général de l'Union catholique des cultivateurs (1933, 1935)⁶².

À propos des conférenciers que nous avons rattachés au domaine médical, il y a notamment Hector Palardy, du Bureau provincial d'hygiène (1922)⁶³, le docteur Joseph Gauvreau, registraire du Collège des Médecins et des Chirurgiens

⁶² Rioux sera présent également en 1943, 1944, 1951 et 1954 en tant qu'ancien sous-ministre de l'Agriculture ou membre de la Commission d'Électrification rurale.

⁶³ Rappelons que les profils n'étaient pas des catégories exclusives et qu'en ce sens, quelqu'un comme Palardy était catégorisé à la fois dans « médical » et « politique et administratif ».

(1923), et le docteur Joseph-Albert Baudouin, professeur d'hygiène à l'Université de Montréal (1923, 1928, 1929). Le domaine économique et financier regroupe pour sa part des conférenciers comme Alexandre Gérin-Lajoie, chef du contentieux de la Banque Canadienne Nationale et professeur de l'Université de Montréal (1925), ou Cyrille Vaillancourt, président (puis directeur-gérant) de la Fédération des Caisses populaires⁶⁴. Il y a également des conférenciers à la tête d'organisations à vocation économique tels qu'Édouard Coulombe, président de l'Association patronale du Commerce de Québec (1941), ou René Paré, président général de la Société des Artisans canadiens-français (1945, 1951)⁶⁵. Enfin, nous retrouvons aussi des chefs d'entreprises comme Narcisse Dupuis, président de la « Maison Dupuis, Frères » (1923). Ainsi, malgré la qualité de ces conférenciers, leur nombre est bien inférieur à celui qu'un regroupement visant à intervenir sur le monde du travail, comme les SSC, serait en droit de s'attendre.

À l'exception de la troisième phase (13 %), le domaine juridique non plus ne présente pas un très grand nombre de conférenciers. Parmi ceux-ci, nous trouvons des conférenciers avec un simple profil de professeur de droit, comme Léo Pelland de l'Université Laval (1925, 1927, 1931, 1936, 1941, 1945, 1953, 1956), ou Antonio Perrault de l'Université de Montréal (1942, 1946, 1948, 1952). Il y en a également avec un double profil de juriste et de professeur d'université tel que Charles-Édouard Dorion, juge à la Cour supérieure du Québec (1920), juge à la Cour d'appel, professeur et doyen de la faculté de Droit de l'Université de Montréal (1921, 1923-1927), et professeur et ancien doyen de la faculté de Droit de l'Université Laval (1929, 1931, 1935). D'autres, encore, n'ont fait carrière que dans le domaine juridique. C'est le cas, entre autres, de Thibaudeau Rinfret, juge (1941), juge en chef (1944) et ancien juge en chef de la Cour suprême du Canada (1956). Certains conférenciers font aussi le pont entre le juridique et le politique, comme les illustres Victor Morin (1920) et Thomas Tremblay (1944, 1951). Du côté administratif, nous retrouvons quelques fonctionnaires comme Jean-Charles Magnan, agronome officiel (1928) et directeur du Service de l'enseignement agricole (1947). C'est toutefois lorsque nous observons la liste des conférenciers issus du domaine politique que la qualité des conférenciers étonne le plus. En effet, nous y trouvons des noms aussi célèbres que Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre (1921), Ernest Lapointe, député de Québec-Est (1921), ministre de la Justice (1927) et ancien ministre (1933), Adélard Godbout,

⁶⁴ Titre auquel il ajoute celui de conseiller législatif (1943) et sénateur (1952).

⁶⁵ Titre auquel il ajoute, en 1957, président du *Devoir*.

premier ministre (1941) et Chef de l'opposition (1947), Camillien Houde, maire de Montréal (1945), Louis Saint-Laurent, ministre de la Justice (1945), André Laurendeau, député de Laurier (1945)⁶⁶, Maurice Duplessis, premier ministre (1948), Paul Martin, ministre de la Santé (1950), Jean Lesage, ministre du Nord canadien et des Ressources naturelles (1954), Jean Drapeau, maire de Montréal (1955) et Paul Sauvé, député des Deux-Montagnes et ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (1956).

Tout comme le domaine politique et administratif, le domaine médiatique et culturel connaît un bond au cours de la phase 4. Du côté culturel, d'abord, nous avons identifié, par exemple, Félix Desrochers, bibliothécaire général du Parlement à Ottawa (1941, 1944, 1946, 1947, 1951), et Jean-Charles Bonenfant, assistant bibliothécaire à l'Assemblée législative du Québec (1952, 1953). À cheval entre le culturel et le médiatique, nous trouvons également quelques dirigeants de revues ou d'organismes visant la promotion de la nation, de la culture ou de la langue. Parmi ceux-ci, les plus illustres sont sans aucun doute Lionel Groulx, directeur de *L'Action française* (1923) et professeur à l'Université de Montréal (1933, 1945, 1953), Arthur Saint-Pierre, directeur de la *Revue Nationale* (1920), ancien secrétaire de l'ÉSP (1921), publiciste (1922, 1923, 1932) et professeur à l'Université de Montréal (1924, 1925, 1950), Olivar Asselin, ancien président de la SSJB (1928), et Paul Gouin, président du Conseil de la Vie française en Amérique (1957)⁶⁷. Du côté médiatique, nous trouvons plusieurs rédacteurs et directeurs de journaux tels qu'Henri Bourassa, directeur du *Devoir* (1920, 1923, 1924), Omer Héroux, rédacteur du *Devoir* (1920, 1929), ou Gérard Fillion, directeur-gérant du *Devoir* (1947, 1952, 1953)⁶⁸. Enfin, la représentation du domaine politique et administratif, et médiatique et culturel suit une progression continue, un indice flagrant de l'expansion de l'État et de la croissance des médias à l'époque. Contrairement aux deux domaines précédents, c'est à une décroissance que nous assistons en ce qui concerne les domaines éducationnel et universitaire. Pour le domaine éducationnel, cela peut être relié à la décroissance des religieux. En effet, lorsque nous observons les principaux conférenciers de ce domaine, nous nous apercevons assez rapidement qu'il s'agit surtout de membres du clergé comme Louis Lalande, recteur du Collège Sainte-Marie (1922-1925), Arthur Maheux, professeur à l'École normale supérieure de Québec (1927),

⁶⁶ Puis en tant que rédacteur en chef au *Devoir* (1950).

⁶⁷ Si Gouin touche à de nombreux autres domaines au cours de sa carrière, il se présente également comme conférencier à la session de 1947 en tant que président de l'Aide à la Colonisation.

⁶⁸ Aussi présent en 1937 et 1944 en tant que secrétaire de l'UCC.

Wilfrid Lebon, supérieur du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière (1927, 1932, 1935, 1938, 1943) et Albert Tessier, préfet des études au Séminaire des Trois-Rivières (1935) et visiteur général des Écoles d'Enseignement ménager (1950). En fait, force est de constater que les laïcs rattachés à ce domaine se font plutôt rares. Parmi ceux-ci, le principal est probablement Charles-Joseph Magnan, inspecteur général des écoles et Écoles normales de la province de Québec (1923, 1925, 1927, 1933, 1935)⁶⁹.

Malgré la décroissance visible de conférenciers issus du monde universitaire, Archambault semble réussir à attirer de grosses pointures jusqu'à la fin. Hormis ceux déjà mentionnés, nous comptons Louis-Adolphe Paquet, du Séminaire de Québec (1920) et doyen de la faculté de Théologie de l'Université Laval (1921, 1927, 1929), Édouard Montpetit, professeur et secrétaire de l'Université de Montréal (1920, 1922, 1925, 1928, 1942), Esdras Minville, professeur et directeur de l'École des hautes études commerciales (1932, 1933, 1936, 1938, 1946, 1949), Georges-Henri Lévesque, professeur au Collège dominicain d'Ottawa (1935), directeur de l'École des Sciences sociales, politiques et économiques de Québec (1938, 1941), Charles de Koninck, doyen de la faculté de Philosophie de l'Université Laval (1943), François-Albert Angers, professeur de l'École des hautes études commerciales (1942, 1944, 1958), Ferdinand Vandry, recteur de l'Université Laval (1948), Alphonse-Marie Parent, vice-recteur de l'Université Laval (1951) ou Jean-Charles Falardeau, professeur à la faculté des Sciences sociales de l'Université Laval (1953). En fait, cette baisse du domaine universitaire peut être associée à la fois à la visite des SSC en des villes non universitaires ou, encore, à l'expansion de congrès et de colloques spécialisés attirant davantage les scientifiques. Cette spécialisation du savoir, dont la croissance connaît une accélération depuis la fin du XIX^e siècle, entraîne avec elle l'apparition d'une nouvelle élite, laquelle prend principalement forme autour de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval et de la revue *Cité libre*⁷⁰. Or, cette nouvelle élite s'inscrit davantage dans le spectre des réflexions entamées par Georges-Henri Lévesque et André Laurendeau que dans celui développé et propagé par Groulx ou Archambault. Sans rejeter leur héritage catholique, c'est dans le refus de s'exprimer en tant que catholique que cette génération investira l'espace public. Jalouse de ses libertés, nous pouvons difficilement imaginer cette élite s'accommoder d'une institution comme les SSC qui, rappelons-le, vise la

⁶⁹ Présent pour une première fois en 1922 à titre de président du conseil supérieur de la Société Saint-Vincent de Paul (1922).

⁷⁰ Yvan Lamonde et al., *Les intellectuels au Québec : Une brève histoire*, Montréal, Del Busso, 2015.

transmission d'une doctrine et ne tolère pas la critique ou les discussions. Autrement dit, un mariage entre cette institution et cette génération aurait été difficilement harmonieux.

Enfin, nous avons précisé en introduction que cet article, de nature exploratoire, avait pour objectif de combler un angle mort de l'historiographie de l'éducation en tentant de tracer un portrait détaillé des conférenciers prenant une part active aux SSC. Par ce processus, nous espérons être en mesure de cerner l'élite à laquelle Archambault s'intéresse à travers les SSC. Après avoir présenté en détail que les SSC naissent dans un triple objectif de diffusion, de réunion et d'action, nous avons exposé notre cadre méthodologique, puis procédé à l'analyse, laquelle avait pour principale source les programmes de séances. Comme nous l'avons vu, les conférenciers étaient presque exclusivement des hommes partagés entre religieux et laïcs de 1920 à 1938, puis dominés par les laïcs de 1939 à 1958. Cela nous a donc conduits à l'appartenance géographique des conférenciers et à leur distribution par région. Nous avons constaté que les conférenciers provenaient en très grande partie de Montréal ou des régions d'accueil, et ce, à quelques exceptions près. De plus, nous avons observé que seulement six conférenciers proviennent de pays étrangers ou des provinces de l'Ouest. À ces classifications fermées, nous avons ajouté celle concernant les profils professionnels des conférenciers. À l'aide d'exemples, nous avons illustré de quelle façon certains domaines s'écroulent — l'éducationnel est l'exemple le plus flagrant — alors que d'autres connaissent une forte croissance — le domaine médiatique et culturel principalement — ou apparaissent plutôt stables, comme le social et l'humanitaire. Cette analyse nous a également permis de relever un grand paradoxe des SSC, soit que nous trouvons très peu de conférenciers appartenant au monde économique et financier, et ce, malgré le fait que l'un des principaux objectifs fixés par Archambault est d'intervenir sur le monde du travail.

Si Archambault se montrait plutôt évasif sur la composition de l'élite à laquelle il s'adressait à travers les SSC, cette analyse exploratoire nous permet de mieux la cerner. Toutes phases confondues, cette élite se veut tant religieuse que laïque, presque exclusivement masculine, principalement montréalaise et surtout issue du milieu universitaire, social et humanitaire. À la même époque, d'autres grandes figures canadiennes-françaises s'intéressent à la formation de l'élite. Edouard Montpetit, par exemple, commence à offrir un enseignement économique à l'Université de Montréal, puis il crée l'École des sciences sociales, économiques et politiques. Il s'inspire alors des instituts des universités

catholiques de France et de Belgique et il vise à former une élite dans le triple domaine de la politique, de l'action sociale et du journalisme tout en assurant une formation générale, c'est-à-dire une formation dotant la future élite d'une culture la plus large possible⁷¹. Bien qu'il partage avec Archambault ce souci de l'action sociale, à la vue des profils des conférenciers, rien ne nous indique qu'Archambault ait eu cette préoccupation d'assurer une formation générale à l'élite et, encore moins, une formation attentive aux domaines de la politique et du journalisme. En effet, lorsque nous observons attentivement les thématiques abordées lors des SSC, nous constatons que celles-ci sont toujours collées à celles du *Rerum Novarum* (1891), du *Quadragesimo Anno* (1931) et du *Programme de restauration sociale* (1933). Nous pouvons donc difficilement croire que cela visait la formation d'une élite du même type que celle de Montpetit. Cela s'avère encore plus vrai en ce qui concerne les « élites nouvelles » d'Esdras Minville : « nouvelles par leurs compétences, mais traditionalistes par leur philosophie catholique et leur attachement à la synthèse, à la civilisation canadienne-française »⁷². En effet, Archambault s'écarte ici aussi de cette préoccupation de former une élite plus près des besoins de l'État comme des comptables, des actuaires, des statisticiens, des spécialistes de la recherche opérationnelle et des administrateurs. De plus, contrairement à Minville, rien ne nous indique qu'Archambault ait eu comme préoccupation de créer une bourgeoisie nationale.

En fait, la conception de l'élite qui semble le plus près de celle d'Archambault est probablement celle de Lionel Groulx. Comme Groulx, Archambault souhaite avant tout former une élite qui centre ses actions autour de la survivance et la mission apostolique des Canadiens français sur le continent. Comme le résume Damien-Claude Bélanger, Groulx a une vision décentralisée de l'élite⁷³. Pour lui, chaque groupe social doit avoir sa propre élite. C'est pourquoi il milite pour la formation d'une élite dans tous les milieux. C'est clairement dans cet esprit que s'inscrit Archambault lorsqu'il invite des conférenciers d'à peu près tous les milieux à transmettre la doctrine sociale de l'Église aux semainiers — composés eux-mêmes de la petite élite ou de la future élite — qui, à leur tour, propageront cette même doctrine dans leurs groupes respectifs. Enfin, nous retrouvons

⁷¹ Jonathan Fournier, « Les économistes canadiens-français pendant l'entre-deux-guerres : entre la science et l'engagement », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, n° 3 (2005).

⁷² Pierre Trépanier, « Esdras Minville (1896-1975) et le traditionalisme canadien-français », *Les Cahiers des dix*, n° 50 (1995), p. 276.

⁷³ Damien-Claude Bélanger, « L'abbé Lionel Groulx et la survivance francoaméricaine », *Francophonies d'Amérique*, n° 13 (2002), p. 103.

également chez Archambault comme chez Groulx le souci de former une élite près de la masse, c'est-à-dire tournée vers le peuple. Ainsi, nous estimons pouvoir affirmer qu'en plus d'être un formidable promoteur de la doctrine sociale de l'Église, Archambault peut également être considéré comme un formidable promoteur d'une conception groulxiste de l'élite canadienne-française.

Enfin, de nature exploratoire, cette recherche pourrait être améliorée sur quelques points. D'abord, une biographie plus complète des conférenciers permettrait d'enrichir notre banque de données en éliminant, par exemple, nos « inconnus ». Cet exercice pourrait d'ailleurs nous permettre d'ajouter une nouvelle catégorie fort pertinente, c'est-à-dire l'âge (ou la génération) de nos conférenciers. Ultimement, nous croyons aussi que cette recherche pourrait servir d'assise à une comparaison transnationale mettant en relation nos résultats avec ceux d'autres semaines sociales. Comme nous pouvons le constater, si les SSC n'ont pas encore été l'objet de travaux approfondis au Québec, elles offrent un grand potentiel aux chercheurs soucieux de cerner davantage les tendances de cette période précédant les grandes réformes de la période duplessiste et de la Révolution tranquille.

Annexe I : le détail de l'appartenance géographique des conférenciers

Tableau IX : l'appartenance géographique des conférenciers selon les phases																		
Phases	01	02	03	04	05	06	07	12	14	15	16	17	Ont.	Mar.	RC	Fr.	R.-U.	É.U.
1	0,02	0,06	0,21	0,06	0,06	0,33	0,01	0,01	0,00	0,01	0,06	0,02	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	0,06	0,01	0,16	0,07	0,08	0,32	0,00	0,02	0,01	0,01	0,03	0,01	0,09	0,01	0,01	0,00	0,01	0,00
3	0,01	0,00	0,18	0,02	0,00	0,37	0,00	0,01	0,03	0,00	0,12	0,08	0,14	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00
4	0,03	0,00	0,14	0,03	0,04	0,26	0,01	0,01	0,03	0,06	0,10	0,02	0,12	0,07	0,01	0,00	0,00	0,00

Légende

01 : Bas-Saint-Laurent
 02 : Saguenay-Lac-Saint-Jean
 03 : Capitale-Nationale
 04 : Mauricie
 05 : Estrie
 06 : Montréal
 07 : Outaouais
 12 : Chaudière-Appalaches
 14 : Lanaudière

15 : Laurentides
 16 : Montérégie
 17 : Centre-du-Québec
 Ont. : Ontario
 Mar. : Maritime
 RC : Reste du Canada
 Fr. : France
 R.-U. : Royaume-Uni
 É.-U. : États-Unis

Bibliographie

Sources

- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 1.* Montréal, École sociale populaire, 1920, p. 11-16.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 2.* Québec, École sociale populaire, 1921, p. 1-18.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 3.* Ottawa, École sociale populaire, 1922, p. 26-32.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 4.* Montréal, École sociale populaire, 1923, p. 13-20.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 5.* Sherbrooke, École sociale populaire, 1924, p. 16-23.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 6.* Trois-Rivières, École sociale populaire, 1925, p. 27-33.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 7.* Québec, École sociale populaire, 1927, p. 26-32.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 8.* Saint-Hyacinthe, École sociale populaire, 1928, p. 30-35.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 9.* Chicoutimi, École sociale populaire, 1929, p. 13-19.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 10.* Ottawa, École sociale populaire, 1931, p. 16-22.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 11.* Montréal, École sociale populaire, 1932, p. 16-25.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 12.* Rimouski, École sociale populaire, 1933, p. 19-26.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 13.* Joliette, École sociale populaire, 1935, p. 19-28.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 14.* Trois-Rivières, École sociale populaire, 1936, p. 19-30.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. « Les trois phases de l'École sociale populaire », dans Thomas Pinal (dir.) *L'Apôtre laïque, son œuvre, ses qualités*, Montréal, École sociale populaire, n° 261 (1936), p. 42-50.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 15.* Saint-Hyacinthe, École sociale populaire, 1937, p. 23-34.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 16.* Sherbrooke, École sociale populaire, 1938, p. 23-35.

- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 17.* Nicolet, École sociale populaire, 1940, p. 15-25.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 18.* Québec, École sociale populaire, 1941, p. 10-24.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 19.* Saint-Jean, École sociale populaire, 1942, p. 7-21.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 20.* Salaberry-de-Valleyfield, École sociale populaire, 1943, p. 7-22.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 21.* Ottawa, École sociale populaire, 1944, p. 13-31.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 22.* Montréal, École sociale populaire, 1945, p. 9-25.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 23.* Saint-Hyacinthe, École sociale populaire, 1946, p. 9-33.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 24.* Rimouski, École sociale populaire, 1947, p. 9-30.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 25.* Trois-Rivières, École sociale populaire, 1948, p. 9-22.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 26.* Joliette, École sociale populaire, 1949, p. 10-27.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 27.* Nicolet, École sociale populaire, 1950, p. 9-27.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 28.* Sherbrooke, École sociale populaire, 1951, p. 9-21.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 29.* Saint-Jean, École sociale populaire, 1952, p. 9-23.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 30.* Edmundston, École sociale populaire, 1953, p. 12-22.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 31.* Mont-Laurier, École sociale populaire, 1954, p. 11-23.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 32.* Cornwall, École sociale populaire, 1955, p. 12-19.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 33.* Saint-Jérôme, École sociale populaire, 1956, p. 11-21.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 34.* Montréal, École sociale populaire, 1957, p. 9-28.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin. *Déclaration d'ouverture. Semaine sociale du Canada. Session 35.* Moncton, École sociale populaire, 1958, p. 9-18.

- PÂQUET, Louis-Adolphe. « Une œuvre de doctrine et de salut », dans Thomas Pinal (dir.) *L'Apôtre laïque, son œuvre, ses qualités*, Montréal, École sociale populaire, n° 261 (1936), p. 11-18.
- PERRIER, Philippe. « Esprit et but de l'École sociale populaire », dans Thomas Pinal (dir.) *L'Apôtre laïque, son œuvre, ses qualités*, Montréal, École sociale populaire, n° 261 (1936), p. 6-10.

Études

- ARÈS, Richard. *L'État et les corps intermédiaires. Semaine sociale du Canada, Session 39*. Québec, École sociale populaire, 1964, p. 5-10.
- ARÈS, Richard. *Le Père Joseph-Papin Archambault, S.J. (1880-1966). Sa vie, ses œuvres*. Montréal, Bellarmin, 1983, 175 p.
- BEHIELS, Michael D. « Joseph-Papin Archambault », dans *L'Encyclopédie du Canada*, Montréal, Stanké, 2000, p. 114-115.
- BÉLANGER, André-J. *L'Apolitisme des idéologies québécoises : Le grand tournant de 1934-1936*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, 392 p.
- BÉLANGER, Guy. *Le syndicalisme catholique et le corporatisme au Québec, 1931-1950*. Mémoire de maîtrise, Université de Montréal, 1983, 161 p.
- BÉLANGER, Damien-Claude. « La pensée ouvrière et sociale de Joseph-Papin Archambault, s.j. (1880- 1966) », *Bulletin du RCHTQ*, vol. 25, n° 1 (1999), p. 141-161.
- BÉLANGER, Damien-Claude. « L'abbé Lionel Groulx et la survivance francoaméricaine », *Francophonies d'Amérique*, n° 13 (2002), p. 91-105.
- BÉRUBÉ, Harold. « À travers la vie courante » : Nationalisme, catholicisme et urbanité dans le Québec de l'entre-deux-guerres (1912-1929) », *Chrétiens et sociétés XVIe-XXIe siècles*, n° 21 (2014), p. 79-95 [<https://chretienssocietes.revues.org/3684>] (page consultée le 9 juillet 2017).
- BÉRUBÉ, Harold et Olivier LEMIEUX. « “Un petit examen de conscience” : Joseph-Papin Archambault et la reconquête linguistique de Montréal (1912-1922) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 24, n° 3 (2016), p. 51-64.
- BLAIS, André et Claire DURAND. « Le sondage », dans Benoît Gauthier. *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010, p. 470.
- BOILY, Frédéric. « Une figure du catholicisme social canadien-français de l'entre-deux-guerres : le père Joseph-Papin Archambault, s. j. », *MENS*, vol. 1, n° 2 (2001), p. 141-161.
- BOILY, Frédéric. « Critique du totalitarisme dans la revue “l'Ordre nouveau” (1936-1940) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 11, n° 3 (2003), p. 128-141.

- BOUDIA, Soraya, Anne RASMUSSEN et Sébastien SOUBIRAN (dir.). « Introduction », *Patrimoine et communautés savantes*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009. p. 11-21.
- CHARLAND, Jean-Pierre. *Histoire de l'éducation au Québec : De l'ombre du clocher à l'économie du savoir*. Montréal, ERPI, 2004, 205 p.
- COULON, Alain. *Ethnométhodologie et éducation*. Paris, Armand Colin, 1993, 238 p.
- DAVALLON, Jean. « Postface », dans Soraya Boudia, Anne Rasmussen et Sébastien Soubiran. *Patrimoine et communautés savantes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 271-284.
- DELOYE, Yves. *Sociologie historique du politique*. Paris, La Découverte, 2007, 121 p.
- DEMERS, Christiane. *La conception de la démocratie chez l'École sociale populaire, 1930-1960*. Mémoire de maîtrise, Université Laval, 1979, 132 p.
- DUFOUR, Andrée. *Histoire de l'éducation au Québec*. Montréal, Boréal, 1997, 123 p.
- DUHAIME, Vincent. « “Les pères ont ici leur devoir” : le discours du mouvement familial québécois et la construction de la paternité dans l'après-guerre, 1945-1960 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 4 (2004), p. 535-566.
- DUMONT, Micheline, Marie LAVIGNE et Jennifer STODDART. *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*. Montréal, Les Quinze, 1992, 521 p.
- DUROSELLE, Jean-Baptiste. *Les débuts du catholicisme social en France (1822-1870)*. Paris, Presses universitaires de France, 1951, 787 p.
- DROULERS, Paul. *Politique sociale et christianisme : Le Père Desbusquois et l'Action populaire. Débuts. Syndicalisme et intégristes (1903-1918)*. Paris, Les éditions ouvrières, 1969, 435 p.
- FORGET, Denis. *La pensée sociale de l'église dans les brochures de l'École Sociale Populaire au Québec (1911-1930)*. Thèse de doctorat, Université d'Ottawa, 1984, 267 p.
- FOURNIER, Jonathan. « Les économistes canadiens-français pendant l'entre-deux-guerres : entre la science et l'engagement », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, n° 3 (2005), p. 393-394.
- GAUDREAU, Marie-Agnès. *La pensée sociale du Canada français telle que reflétée dans les Semaines sociales*. Montréal, École sociale populaire, n° 391 (1946a), 30 p.
- GAUDREAU, Marie-Agnès. *The Social Thought of French Canada as Reflected in the Semaine sociale*. Washington, The Catholic University of America Press, 1946b, 266 p.
- GAUVREAU, Michael. *The Catholic Origins of Quebec's Quiet Revolution, 1931-1970*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2005, 522 p.
- GÉLINAS, Xavier. *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, 482 p.

- GINGRAS, Yves. *Pour l'avancement des sciences : histoire de l'ACFAS 1923-1993*. Montréal, Boréal, 1994, 272 p.
- HAMEL, Réginald, John HARE et Paul WYCZYNSKI. *Dictionnaire des auteurs de langue française en Amérique du Nord*. Montréal, Fides, 1989, 1364 p.
- HAMELIN, Jean et Nicole GAGNON. *Histoire du catholicisme québécois : Le XXe siècle, t. 1 (1898-1940)*. Montréal, Boréal express, 1984, 504 p.
- HOOG, Georges. *Histoire du catholicisme social en France (1871-1931)*. Paris, Éditions Domat Montchrestien, 1946, 296 p.
- LALIBERTÉ, G-Raymond. « Dix-huit ans de corporatisme militant. L'École sociale populaire de Montréal, 1933-1950 », *Recherches sociographiques*, vol. 21, n° 1-2 (1980), p. 55-96.
- LAPERRIÈRE, Guy. « Compte rendu de Richard Arès. Le Père Joseph-Papin Archambault, S.J. (1880-1966). Sa vie, ses œuvres », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 4 (1984), p. 611-612.
- LAPERRIÈRE, Guy. *Histoire des communautés religieuses au Québec*. Montréal, VLB éditeur, 2013, 336 p.
- LAMONDE, Yvan. *Histoire sociale des idées au Québec (1896-1929)*. Montréal, Fides, 2004, 895 p.
- LAMONDE Yvan et al. *Les intellectuel.les au Québec : Une brève histoire*. Montréal, Del Busso, 2015, 160 p.
- LEPAGE, Jean-François. « L'institutionnalisation de la sociologie au Québec. Entre rupture et continuité », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 44 (2007), p. 117-130.
- LÉVESQUE, Benoît. « Les relations internationales de l'économie sociale au Québec sur plus d'un siècle et demi (1840-2008) », *Globe*, vol. 12, n° 1 (2009), p. 67-94.
- PANITCH, Leo. « Corporatisme » dans *L'Encyclopédie canadienne*, (2006). [<http://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/m/article/corporatism/>] (page consultée le 12 décembre 2014).
- RASMUSSEN, Anne. « Jalons pour une histoire des congrès internationaux au XIXe siècle : Régulation scientifique et propagande intellectuelle », *Relations internationales*, n°62 (1990), p. 115-133.
- ROCHER, Philippe et Catherine VALLIÈRES. « Archambault », dans *Avanzini, G. et al., Dictionnaire historique de l'éducation chrétienne d'expression française*, Paris, Éditions Don Bosco, 2001, p. 32.
- RODRIGUE, Isabelle. « Limiter les naissances : entre le modèle véhiculé par l'École sociale populaire et la réalité des couples québécois (1920-1940) », *Les Cahiers de recherche du GREMF*, n° 73 (1996), 118 p.
- ROLLET, Henri. *L'action sociale des catholiques en France (1871-1901)*. Paris, Éditions contemporaines, 1947, 725 p.

- ROUILLARD, Jacques. *Histoire du syndicalisme au Québec : Des origines à nos jours*. Montréal, Boréal, 1989, 535 p.
- ROUILLARD, Jacques. *Le syndicalisme québécois : Deux siècles d'histoire*. Montréal, Boréal, 2004, 336 p.
- ROUTHIER, Gilles. *La doctrine sociale et le mouvement catholique : L'École sociale populaire, 1930-1936*. Mémoire de maîtrise, Université Laval, 1980, 428 p.
- ROUTHIER, Gilles. «L'ordre du monde : Capitalisme et communisme dans la doctrine de l'École sociale populaire (1930-1936)», *Recherches sociographiques*, vol. 22, n° 1 (1981), p. 7-47.
- ROUTHIER, Gilles. «Quelle sécularisation ? L'Église du Québec et la modernité», *Culture française d'Amérique*, 1996, p. 76-93.
- ROUTHIER, Gilles. «La rencontre de la théologie et des sciences sociales au Québec», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 3 (2004), p. 389-405.
- SAINT-AMANT, Jean-Claude. «La propagande de l'École sociale populaire en faveur du syndicalisme catholique 1911- 1949», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 32, n° 2 (1978), p. 203-228.
- SOCIÉTÉ SAINT-JEAN BAPTISTE, *Cent soixante femmes du Québec, 1834-1994*. Montréal, Section Jacques-Viger, 1996, 255 p.
- TRÉPANIÉ, Pierre. « Quel corporatisme ? », *Les Cahiers des dix*, n° 49 (1994), p. 159-212.
- TRÉPANIÉ, Pierre. « Esdras Minville (1896-1975) et le traditionalisme canadien-français », *Les Cahiers des dix*, n° 50 (1995), p. 255-294.
- TRUDEAU-MALO, Jennifer. *Analyse exploratoire de quatre Centres de la petite enfance au Nunavik*. Mémoire de maîtrise, Université Laval, 2016, 42 p.
- VAILLANCOURT, Yves. «L'économie sociale au Québec et au Canada : configurations historiques et enjeux actuels», *Cahiers du CRISES*, n° ET0805 (2008), p. 1-77.
- WANIEZ, Philippe. «L'analyse exploratoire des données : une approche interactive nouvelle de l'information statistique», *Statistique impliquée*, Paris, ORSTOM, 1992, p. 191-201.
- WARREN, Jean-Philippe. «La découverte de la "question sociale" : sociologie et mouvements d'action jeunesse canadiens-français», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 55, n° 4 (2002), p. 539-572.
- WARREN, Jean-Philippe. *L'engagement sociologique : la tradition sociologique du Québec francophone (1886-1955)*. Montréal, Boréal, 2003, 447 p.